

Yad Vashem

Le Lien Francophone

Jérusalem, janvier 2020, No 68



"C'était comme si j'avais eu une marque au fer rouge sur le front"

Réflexions autour des signes distinctifs imposés aux Juifs pendant la Shoah (Pages 2-4)

En Couverture

"C'était comme si j'avais eu une marque au fer rouge sur le front"

Réflexions autour des signes distinctifs imposés aux Juifs pendant la Shoah

II

Le nouveau décret est exceptionnel. Personne n'était pressé d'y obéir, le reportant à la toute dernière minute. Le décret en lui-même ne provoque ni douleur physique, ni grandes dépenses... Non ! Mieux vaut s'enfermer chez soi pendant une année entière que de devenir un sujet de moquerie ! Ne pas sortir avec un insigne jaune sur tes vêtements, cible de mépris, dérision, humiliation."

- *Simcha Guterman*

Récemment, le Centre international de recherche sur la Shoah de Yad Vashem organisait un atelier de recherche de trois jours sur le thème du marquage des Juifs pendant la Shoah. L'objet de l'étude s'est concentré non seulement sur la Pologne et l'Allemagne, pays généralement pris en exemple pour cette marque distinctive, mais portait également sur des recherches et témoignages originaires de Belgique, Tunisie, France ou Danemark. Retour sur le port de l'étoile jaune dans différents pays.

De façon générale, les insignes juifs différaient d'un pays à l'autre – la forme, le style, et les décrets entourant leur mise en application. Néanmoins, ils comptaient également un nombre surprenant de facteurs communs. Rien d'étonnant en soi, si on considère que les ordres visant à marquer les Juifs - et donc à ostraciser, humilier et isoler les populations juives des pays occupés par les nazis - venaient des plus hautes instances : Berlin. Mais les chercheurs ont également montré que ces initiatives venaient assez souvent du bas de la hiérarchie : des commandants allemands, ou même d'administrations locales, prompts à interpréter les déclarations vagues et générales d'Hitler sur la "question juive". Ainsi, par exemple, les Juifs allemands n'ont pas été les premiers à être marqués : le décret sera prononcé en Allemagne deux ans après l'introduction du marquage en Pologne.

En Belgique, on a pu noter des différences dans la mise en œuvre de "l'insigne juif" entre Bruxelles et Anvers. A Anvers, l'ordre a été donné et appliqué avec diligence : le badge (uniquement frappé d'un "J." pour répondre aux exigences d'une zone multilingue) a rapidement été mis à disposition des 12 000 Juifs moins aisés et plus traditionnels de la ville, à travers les municipalités et écoles locales. En revanche, dans la capitale et ses 22 000 résidents juifs (environ la moitié de la population juive du pays) essentiellement séculaires et relativement riches, de nombreuses autorités ont fait état de "problèmes" dans la distribution de l'insigne et plusieurs conseillers municipaux ont refusé de coopérer : "Nous ne pouvons pas nous prêter à une mesure qui constitue une attaque aussi grave à la dignité humaine, quelle qu'elle soit", a ainsi déclaré, Jules Coelst, alors maire de Bruxelles.



Pologne 1941 : Un jeune garçon portant un brassard, en train de vendre des journaux dans le ghetto de Varsovie. (Archives de Yad Vashem)

En France, Alain Michel, historien franco-israélien, a présenté un fascinant aperçu des étapes de la mise en œuvre de l'étoile jaune. Selon ce chercheur indépendant, il s'agissait essentiellement d'une tentative de répression d'un mouvement de résistance grandissant, influencé par le marquage des Juifs dans d'autres pays. On sait que l'étoile jaune a facilité les arrestations. Les Juifs de la zone sud, contraints au tampon sur leur carte d'identité mais non au port de l'"étoile juive", ont dans l'ensemble moins souffert des arrestations que leurs coreligionnaires de la zone nord, obligés de porter l'insigne. Alain Michel a également mentionné la soixantaine de citoyens non juifs qui, en signe de solidarité avec leurs compatriotes juifs, ont tenu à porter l'étoile jaune sur leurs vêtements - certains seront emprisonnés en tant qu'"amis des Juifs".

Solidarité autour de l'étoile jaune

Au Danemark, une légende entoure le port de l'étoile juive. Opposé au marquage des Juifs, le roi Christian X aurait décidé de le faire appliquer pour lui-même, et pour tous ses sujets. Une initiative qui n'a jamais été publiquement vérifiée (et reposerait sur une déclaration du biographe du roi), mais largement relayée par les Danois résidant à l'étranger, fiers de faire connaître cette "réaction honorable" au décret allemand.



Une famille française porte l'étoile jaune, pendant la Shoah à Paris (Archives de Yad Vashem)

La rumeur enflera encore avec la prétendue "crise des télégrammes" d'octobre 1942, quand le roi Christian répondra aux félicitations d'Hitler pour son 72e anniversaire par une réponse laconique : "Meilleurs remerciements, roi Christian", et avec la soi-disant "tentative d'assassinat" allemande contre le roi, tombé de cheval lors de sa traversée quotidienne de Copenhague. Enfin, on attribue au roi lui-même les colis de nourriture de première nécessité parvenus à Terezin par la Croix-Rouge en 1943, à l'attention des quelques centaines de Danois emprisonnés dans le camp (les seuls Danois à avoir jamais été vus portant "l'étoile juive").

On prête au souverain du Maroc le même type de réaction. Le monarque aurait lui aussi menacé de revêtir l'étoile, si sa population juive y était contrainte. En fait, la Tunisie a été le seul pays du monde arabe à porter l'étoile (pour avoir été le seul pays arabe soumis à un régime d'occupation stable pendant quelque six mois). Au départ, les autorités allemandes en poste dans le pays - devenu un champ de bataille - ne souhaitaient pas le port d'un insigne juif par crainte d'un soutien local (et royal) aux Juifs. Finalement, un décret sera appliqué mais dans quatre villes uniquement, ainsi que dans certains camps de travail, à la suite d'initiatives locales - l'insigne juif consistait alors en une bande de tissu jaune ornée d'une étoile à cinq branches.

Mélange d'émotions

Autre élément d'étude : les témoignages - rédigés pendant et après la Shoah - de ceux obligés de porter le badge juif, que l'on peut lire dans les journaux intimes de l'époque, aujourd'hui confiés aux archives de Yad Vashem. On y découvre la honte,



L'étoile jaune de Zizi Lichtenstein, pendant la Shoah en France.

la comparaison avec le marquage des Juifs au Moyen Âge, les différentes réactions de l'opinion publique et ce que l'on a appelé la "ghettoïsation spatiale".

Avec le port de l'étoile, les Juifs ont eu tendance à disparaître des zones mixtes - comme s'ils se retranchaient des rues - et au contraire, l'insigne s'est multiplié dans les zones juives, en particulier lorsque les Juifs étaient concentrés dans des aires spécifiques telles que les ghettos soumis à la contrainte nazie. "La rue Nalewki est devenue Hollywood", écrivait ainsi Emmanuel Ringelblum, historien du ghetto de Varsovie. "On n'y voit que des étoiles."

Parmi les citations les plus captivantes, on peut citer celles des Juifs des classes supérieures laïques, qui pensaient auparavant faire partie intégrante de la société. "Il me semblait brusquement que je n'étais plus moi-même, que tout avait changé, que j'étais devenue étrangère", notait Hélène Berr à Paris en 1942. "C'était comme si j'avais eu une marque au fer rouge sur le front."

D'autres, cependant, ont déclaré que "l'étoile juive" leur donnait le sentiment d'être "comme à la maison", devenant l'une des dernières expériences vécues avec leurs parents. De manière peut-être surprenante, de nombreux jeunes adultes juifs ont ressenti un sentiment de fierté et d'appartenance en portant l'insigne et ont pris la peine de se faire photographier. Dans ses mémoires, Simcha Guterman (résistant polonais, auteur d'un journal tenu sous l'occupation) a ainsi écrit : "Je vais être le premier à porter l'insigne ! Je le porterai avec honneur ! Honte ? C'est ceux qui nous forcent à le porter qui devraient avoir honte !"

Aujourd'hui encore, le port de l'étoile jaune continue d'être un sujet d'étude : le marquage des Juifs répondait-il à une volonté idéologique ou pratique des nazis ? Les réponses sont multiples. Mais une chose est sûre, il s'analyse de plus en plus dans un contexte local, régional et ne semble pas avoir découlé de directives uniques. Désormais, son étude s'inscrit dans une approche plus complexe que celle en vigueur ces dernières décennies.

En Couverture

L'insigne juif dans l'art

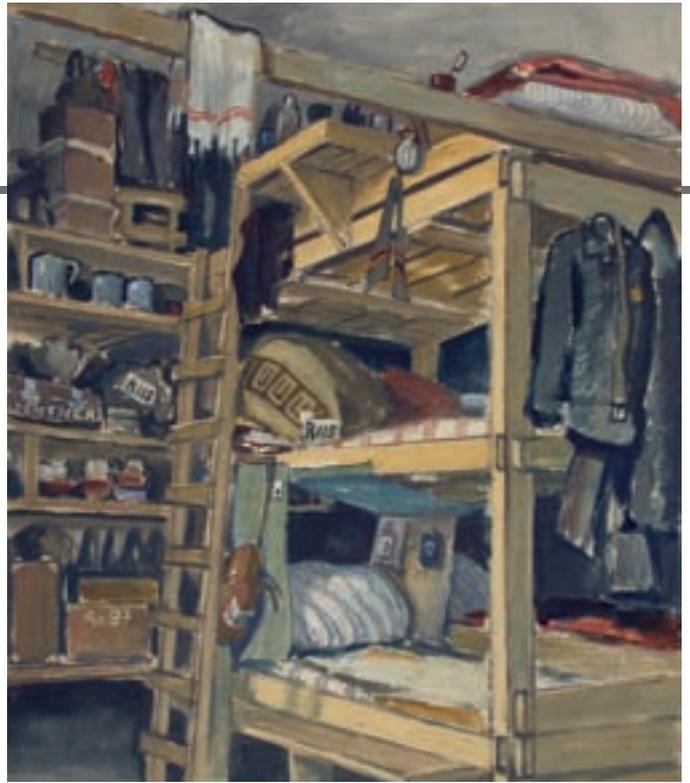
Qu'il s'agisse de brassards, étoiles jaunes ou tatouages, le marquage des Juifs pendant la Shoah est un élément graphique que l'on retrouve dans nombre d'œuvres créées pendant cette époque sombre de l'histoire. Leur analyse permet de mettre en avant certains thèmes récurrents qui entourent le port de l'insigne juif.

En premier lieu, plusieurs tableaux expriment sans ambiguïté le sentiment de perte d'identité, d'individualité, dû au brassard ou à l'étoile. L'humain s'efface derrière son signe distinctif. La dimension personnelle n'existe plus pour laisser place à l'anonymat, au symbole collectif noyé dans la foule.

Cette perte de l'individualité se retrouve dans le tableau de l'artiste Esther Lurie, intitulé *A la soupe populaire*. On y voit un groupe de Juifs du ghetto de Kovno, de dos, frappés d'étoiles jaunes dans le dos. Le marquage indique clairement qu'il s'agit de Juifs persécutés, mais anonymes, sans caractéristiques d'identification. Une autre œuvre de Felix Bloch, *L'arrivée d'un Transport*, illustre également la perte d'individualité. Elle dépeint des personnes d'un certain âge, sans visage, assises avec leurs affaires – les hommes, comme les objets, sont marqués par des numéros de convoi. Toujours sur le même sujet, *Quartier d'hommes*, peint à Terezin par František Mořic Nagl, révèle de précieuses informations sur le mode de vie du baraquement. Tout y est figé, numéroté, étiqueté. L'espace est chargé d'objets, imbriqués les uns aux autres, et de symboles de la Shoah. Mais l'homme, lui-même, est absent de la scène, remplacé par ces numéros et ces étoiles jaunes, qui caractérisent le Juif.



Autoportrait avec carte d'identité juive, 1943 de Felix Nussbaum (1904-1944). Avec l'aimable autorisation de Museumsquartier Osnabrück/Felix-Nussbaum-Haus



Quartier d'hommes, Terezin, 1943, par František Mořic Nagl (1889-1944). Collection d'art de Yad Vashem / don du ministère israélien des Affaires étrangères / Avec l'aimable autorisation de Y. Dahan.

En marge de cette perte d'identité, l'insigne juif a pu conférer un statut à celui qui le porte. Le marquage a ainsi constitué un moyen de définir les rôles ou les grades dans le camp ou le ghetto. Le dessin de Thomas Geve, *Brassards*, est particulièrement éloquent avec sa panoplie de brassards des prisonniers d'Auschwitz et les grades correspondants. Leo Hass, lui, s'est efforcé dans *Ghettowache* d'esquisser avec précision un gardien juif de Terezin, avec son uniforme et son insigne caractéristique de son grade de gardien du ghetto. Un rôle qui conférerait pouvoir et statut, mais générerait aussi critiques et hostilités de la part des autres internés.

Une toile particulièrement émouvante sur fond d'insigne juif, est l'*Autoportrait avec carte d'identité juive* de Felix Nussbaum. L'artiste s'est représenté dans une rue sans issue, brandissant sa carte d'identité et frappé d'une étoile jaune. Alors qu'il peignait ce tableau, Nussbaum se cachait, mais n'a jamais porté l'étoile jaune, ni détenu cette carte d'identité. Ce tableau, avec son ciel nocturne, ses oiseaux noirs et ses arbres sans vie pour décor sinistre, représente en fait sa propre peur : celle d'être découvert. Son funeste pressentiment se réalisera, puisqu'en juin 1944, lui et son épouse Felka seront arrêtés et transférés dans le camp de Malines, en Belgique, puis déportés en juillet à Auschwitz, où ils seront assassinés.



Brassards, le dessin de Thomas Geve (né en 1929) est particulièrement éloquent avec sa panoplie de brassards des prisonniers d'Auschwitz et les grades correspondants.

Histoire de l'art

Berlin, ancienne métropole de la mode

La destruction de l'industrie juive de la mode des années 1930

Récemment, Yad Vashem recevait Uwe Westphal. Cet ancien reporter de mode et historien de l'art s'est consacré, des décennies durant, à faire des recherches sur l'industrie juive de la mode à Berlin, des années 1830 jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale.

Selon lui, tout commence au milieu du 19e siècle, quand les négociants en vêtements, Valentin Manheimer et Herrmann Gerson, Juifs allemands, élaborent un système de taille standard, censé correspondre à tous les clients. Un concept révolutionnaire qui consiste à produire des vêtements de prêt-à-porter dans une gamme de tailles normalisées. Le grand public peut alors se procurer des vêtements de mode, pour la première fois. Associée à l'invention de la machine à coudre Singer, cette initiative va contribuer au développement de Hausvogteiplatz - une zone du centre-ville de Berlin particulièrement bien desservie par le réseau de transport en commun. La ville émerge alors comme métropole florissante, en plein cœur de l'Europe.

Rapidement, Berlin devient le centre de l'industrie mondiale de la mode, un domaine d'activité détenu à 90 % par des Juifs. Quelque 90 000 tailleurs et couturières sont employés dans le Grand Berlin, un travail particulièrement difficile. L'industrie atteint



Hausvogteiplatz, Berlin, 1925 (Uwe Westphal)

son apogée dans les années 1920, avant d'être terrassée par la crise économique mondiale de 1928-1929 et ses conséquences néfastes.

Au début des années 1930, avec la montée au pouvoir des nazis, les entreprises de mode juives sont progressivement prises pour cible, sujettes aux slogans antisémites qui affirment que le prêt-à-porter n'est autre qu'un exemple de "décadence juive". Puis, en avril 1933, un boycott de l'industrie juive de la mode est imposé, qui entraîne la fermeture d'un grand nombre de petits commerces, dont les propriétaires seront expropriés par des hommes d'affaires "aryens".

"Le salon de la mode d'Auschwitz"

Car si les nazis s'abritent derrière des revendications idéologiques pour mettre à terre l'industrie de la mode juive, ils sont aussi avides de s'emparer du capital et des biens des commerçants, ainsi que de leurs usines, réquisitionnées pour la fabrication de vêtements dans le cadre des travaux forcés. En 1939, 90 %



Prises de mesure dans la maison du créateur Seligmann, Berlin, début des années 1930 (Uwe Westphal)

des 2 700 maisons de mode juives en activité 6 ans plus tôt ont baissé le rideau. Presque toutes ont été soit fermées de force, soit "aryanisées", et leurs anciens propriétaires, contraints de fuir le pays.

Pendant la guerre, de nombreux fabricants allemands vont utiliser les ateliers de travaux forcés installés dans les ghettos ou les camps pour produire leur ligne de vêtements. C'est le cas notamment des enseignes Hugo Boss et C&A.

Dans le cadre de ses recherches dans les archives de Yad Vashem, Westphal a mis la main sur une riche documentation dépeignant comment certains des 18 camps de travaux forcés pour vêtements ont été exploités : c'est grâce à eux, et aux tissus volés à Paris, Vienne, Prague ou Budapest, que l'élite nazie a pu être habillée. Autre révélation particulièrement choquante : les créateurs de mode allemands confiaient les dessins des vêtements à ce qu'ils appelaient "le salon de la mode d'Auschwitz", alors en charge de les confectionner.

Après la guerre, Berlin a perdu ses créateurs de mode juifs, laissant le champ libre pour la profession berlinoise non juive qui connaît une forte expansion, à l'échelle mondiale. Mais leurs noms n'ont pas totalement disparu. Grâce à Westphal, les entreprises de mode juives sont gravées sur les marches de la station de métro de Hausvogteiplatz, dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Au centre, trois miroirs portent des explications sur la chute du grand empire juif de la mode dans la ville.

D'autres initiatives existent pour commémorer le destin de l'industrie juive à Berlin, prises par des étudiants en design du monde entier. A l'université de Clark Atlanta, par exemple, des élèves du département des arts et de la mode, en collaboration avec la Commission de la Shoah en Géorgie, ont créé une robe "Nuit de Cristal" imprimée des noms des anciennes maisons de couture juives allemandes. Et des étudiants de l'Académie des Beaux-arts Bezalel en Israël ont récemment organisé un défilé à Berlin, pour mettre à l'honneur la mode juive du début du XXe siècle et des pièces plus modernes. Une bonne chose pour Uwe Westphal, qui déplore que "l'industrie de la mode berlinoise souffre toujours d'un déficit de talents allemands. Et continue pourtant d'exister, à sa plus grande honte, dans le déni total du rôle joué par ses prédécesseurs dans la décimation de l'industrie juive de la mode".

Un héritage pour la mémoire

Laisser un Héritage : transmettez votre histoire de génération en génération et assurez-vous que votre soutien à Yad Vashem se perpétue.

La Mémoire de la Shoah demeurera toujours un élément important pour garantir la continuité du peuple juif. Dans un monde qui prône trop souvent l'amnésie collective pour s'affranchir de ses responsabilités, la tradition juive, au contraire, encourage la fidélité au souvenir des disparus et la prise en compte des leçons du passé pour l'amélioration constante du monde confié aux nouvelles générations.

Grâce à votre testament en faveur de Yad Vashem vous assurez la pérennité des leçons de la Shoah comme une boussole morale pour l'humanité, et vous garantissez l'intégrité de l'histoire de la Shoah face au négationnisme, à l'indifférence et à la banalisation du crime. Votre legs permettra d'enseigner aux générations futures, la fragilité de la liberté et la responsabilité personnelle de chacun dans la sauvegarde des valeurs humaines et de l'humanité elle-même.

Faciliter les démarches

Le service dons et legs de l'État d'Israël, créé il y a plus de vingt-cinq ans, fonctionne sur la base de la convention bilatérale conclue entre les gouvernements français et israélien, qui accorde l'exonération totale à l'État d'Israël en matière d'impôt sur les dons et successions. A l'Ambassade d'Israël à Paris, il existe une antenne du service des dons et des legs en lien avec des notaires, avocats, commissaires-priseurs, fiscalistes, et qui répond aux particularités de chaque dossier en vous accompagnant dans toutes les démarches pour la rédaction d'un testament ou d'un don en faveur de Yad Vashem

La mission du service est également d'assurer la liquidation des successions dans le strict respect des volontés du testateur et sous le contrôle de ses autorités de tutelle. Lorsqu'un testament lui est attribué, l'État a en charge le versement des fonds, contrôle les projets mis en place par l'association bénéficiaire et vérifie qu'ils sont conformes à la volonté du testateur. L'État ne se rémunère pas, les sommes recueillies sont intégralement reversées sans qu'aucun frais ni aucune commission ne soient prélevés. Il est à souhaiter que les donateurs, souvent sollicités de leur vivant, sauront apprécier l'importance de léguer à Yad Vashem, après "cent vingt ans", les marques de leur attachement et du devoir accompli.

Pour toute information confidentielle sur les modalités de rédaction de votre testament ou de legs veuillez nous contacter : Bureau des relations avec les pays francophones, le Benelux, l'Italie et la Grèce – Yad Vashem POB 3477 – 91034 Jérusalem – Tel : +972.2.6443424 – Fax : +972.2.6443429 Email : miry.gross@yadvashem.org.il –

"L'oubli, c'est l'exil, mais la mémoire est le secret de la délivrance"
(Baal Shem Tov)



En France

Journée hautement symbolique à Vichy

Vichy, commune française de l'Allier. C'est là qu'en juillet 1940 le Maréchal Pétain va établir son régime politique, suite à la défaite de la France face à l'Allemagne. Vichy devient alors le siège du Gouvernement collaborationniste français, pendant que le Général de Gaulle, favorable à la poursuite de la guerre, s'exile à Londres. Pétain s'installe à l'hôtel du Parc, et, l'été, au pavillon de Sévigné, où se tiennent les conseils des ministres. Les autres palaces et hôtels vichyssois sont réquisitionnés pour les ministères et autres services de



Inauguration de l'Allée des Justes, parc Kennedy, Vichy.

l'Etat.

Des années plus tard, la ville porte encore les stigmates de cette période trouble de l'histoire de France. Néanmoins, elle s'emploie à panser le passé en rendant hommage à ceux qui ont combattu la Shoah. Le 11 septembre dernier, Pierre-François Veil, président du Comité Français pour Yad Vashem, prenait part à une journée hautement symbolique organisée dans la cité thermale. Une cérémonie en deux temps, en présence du maire de Vichy, Frédéric Aguilera.

Tout d'abord, l'inauguration de l'Allée des Justes parmi les Nations : c'est ainsi que se nomme désormais la promenade haute du parc Kennedy, véritable poumon de la ville. Puis, le dévoilement d'une plaque rebaptisant le parvis de l'Opéra vichyssois du nom de Simone Veil. Deux inaugurations, deux lieux de commémorations, qui expliquent la présence du président du Comité Français, fils de Simone Veil, rescapée de la Shoah devenue magistrate et femme d'Etat française, décédée en 2017. « Maman aurait été particulièrement heureuse que, le même jour, son nom soit associé à celui des Justes parmi les

Nations », a ainsi déclaré Pierre-François Veil. Si le boulevard John Kennedy a été choisi pour devenir l'Allée des Justes, c'est parce qu'il abrite le pavillon de Sévigné, réquisitionné par le Maréchal Pétain. C'est là, également, que vivait le couple François, nommé Juste en 2010. Il avait osé y cacher 3 jeunes filles juives, Lise, Françoise et Annette Dennery, en les faisant passer pour les gouvernantes de leurs enfants. Le maire, Frédéric Aguilera, a rappelé que certains Vichyssois ont ainsi porté des valeurs citoyennes. La cité thermale compte à ce jour cinq Justes parmi les Nations : Henriette et René Duphil, Pierre et Élisabeth François, et Marie Pelin.

Quant à la plaque au nom de Simone Veil, dévoilée sur le bâtiment de l'Opéra, le maire a souligné ce « symbole particulièrement fort à Vichy, en ces lieux marqués par l'Histoire de l'Etat français, que d'honorer cette grande femme politique française ». Une autre plaque avait déjà été apposée en ce lieu, en hommage aux 80 parlementaires qui avaient refusé d'accorder les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, le 10 juillet 1940. « Faire figurer côte à côte Simone Veil, victime avec sa famille de la barbarie du nazisme, et les 80 Parlementaires, c'est affirmer la victoire de la démocratie sur toutes les dictatures », a noté l'édile. Et Pierre-François Veil de conclure : c'est « un honneur que le maire ait choisi ce lieu superbe pour honorer notre mère... Maman parlait de l'importance du devoir de transmission, du devoir d'enseignement pour faire en sorte que le monde soit meilleur demain qu'il n'a été hier. Je poursuis ce travail, en tant que président du Comité Français pour Yad Vashem, dont les missions consistent à retrouver les noms des victimes, des Justes, et à perpétuer la mémoire de la Shoah. »



Plaque à la mémoire de Simone Veil, apposée sur l'opéra de Vichy.

Le 17 septembre dernier, 5 nouveaux noms de Justes parmi les Nations ont été dévoilés sur le Mémorial des Justes de l'Aveyron, créé en 2012. Une cérémonie a eu lieu, à l'initiative de Simon Massbaum, délégué régional du Comité Français pour Yad Vashem, et président de l'Association pour la Mémoire des Déportés Juifs de l'Aveyron. Les noms de Louise Thèbes, Jeanne et Ernest Sirvain, Yvonne Moncet et Eva Pourcel sont désormais gravés à jamais sur cette Stèle.

A Saint-Jean-du-Bruel, le 5 octobre dernier, une école publique nouvellement restaurée a reçu le nom de Marie-Laurence Quatrefages, nommée Juste parmi les Nations en 2011. Cette mère de 9 enfants avait bravé les interdits sous l'occupation nazie, au péril de sa vie et de celles de ses proches, pour sauver une famille juive de la déportation et d'une mort certaine. Une plaque commémorative a été dévoilée en présence de membres de sa famille, de Simon Massbaum délégué du Comité Français, d'élèves, et d'officiels de la région. A Trémel dans les Côtes d'Armor, sur l'Esplanade des Justes parmi les Nations, a été dévoilée le 16 novembre dernier une stèle en l'honneur de Guillaume et Marie Le Quéré, reconnu Justes à titre posthume par Yad Vashem, en 2016. Le couple avait sauvé de la barbarie nazie plusieurs familles juives. Etaient présents lors de la cérémonie leurs descendants, le maire de la ville, des membres du Conseil municipal, des officiels, délégués régionaux du Comité Français, ainsi que des élèves des établissements de Trémel.



S.E l'Ambassadeur d'Israël en France, Aliza Bin-Noun.



Pierre-François Veil, président du Comité Français pour Yad Vashem.



Gala annuel 2019, trois décennies de réalisations



De gauche à droite : Le grand-rabbin de France, Haim Korsia, son épouse Stéphanie Korsia, Barbara Veil, Sébastien Lecornu, ministre chargé des Collectivités territoriales.

Le 10 décembre dernier, le Comité Français pour Yad Vashem organisait son dîner de gala annuel à l'occasion de son 30e anniversaire, sous le haut patronage d'Avner Shalev, président de Yad Vashem, et en présence de Béate et Serge Klarsfeld, mais aussi de nombreuses personnalités dont la ministre des Armées Florence Parly, le ministre chargé des Collectivités territoriales Sébastien Lecornu, l'ancien Premier ministre Édith Cresson, le grand-rabbin de France Haïm Korsia, le président du Crif Francis Kalifat, et venus de Jérusalem, le docteur Haïm Gertner, directeur des Archives et Miry Gross, directrice des Relations avec les pays francophones représentant Yad Vashem. Le président du Comité Français, Pierre-François Veil, a été le premier à prendre la parole, après la diffusion d'un film anniversaire "La mémoire a de l'avenir". L'occasion pour lui de remercier chaleureusement les quelque 300 convives venues témoigner leur attachement et leur soutien à Yad Vashem, et de rendre hommage aux fondateurs du Comité, en particulier son premier président, le regretté Samuel Pisar, dont l'épouse Judith et la fille Léah ont été nommées membres d'honneur du Comité ce soir-là. Il saluera également la mémoire de Maxi Librati, disparu en 2019, revenu des camps de la mort à 18 ans, figure lumineuse qui incarnait humilité, bonne humeur et générosité, et fidèle soutien de Yad Vashem.



Jean-Pierre Gauzi, secrétaire général du Comité Français et son épouse Cécile.

A l'occasion des 30 ans du Comité, Pierre-François Veil a évoqué les actions menées en France, en relais de Yad Vashem, soulignant l'importance des séminaires des enseignants envoyés à Yad Vashem dans le cadre du Réseau des villes et villages des Justes de France et mettant à l'honneur les permanents et l'équipe de bénévoles pour leurs actions mémorielles et éducatives. Un travail qui ne pourrait être mené sans l'appui renouvelé de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah et de celui des adhérents et amis du Comité. « Je suis fier de vous, votre soutien n'a pas tremblé, votre soutien est un engagement », a-t-il ainsi déclaré.



De gauche à droite : Françoise Tordjemann, Frédéric Encel, Serge et Beate Klarsfeld, Jacques Sémelin, Eliane Wauquiez-Motte maire du Chambon-sur-Lignon, Anne-Marie Revcolevschi.



De gauche à droite : Bernard Emsellem (SNCF), Miry Gross, directrice du bureau francophone des Relations internationales de Yad Vashem, Haïm Gertner directeur des Archives de Yad Vashem, M. et Mme Alain Leray (SNCF)



Miry Gross, Directrice du bureau francophone des Relations internationales de Yad Vashem.



Anne Sinclair, invitée d'honneur du Gala.

Son Excellence, ambassadrice d'Israël en France Aliza Bin-Noun, a souligné son honneur d'être présente à cette soirée de Gala et rendu hommage au travail accompli au quotidien. « *De la Shoah à l'antisémitisme qui ronge le monde moderne, Yad Vashem est une lumière dans les ténèbres du rejet* », a fait savoir l'ambassadrice, qui a rappelé la hausse des actes antisémites dans le monde et évoqué les nouvelles formes de la haine des Juifs. Elle a salué la résolution adoptée à l'Assemblée nationale le 3 décembre dernier, reprenant la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA).

La transmission active pour rempart protecteur

Miry Gross, directrice des relations avec les pays francophones de Yad Vashem, a rappelé les missions de l'Institut : rechercher, documenter, transmettre et enseigner. *"Yad Vashem a la responsabilité de perpétuer le souvenir des victimes emportées dans la Shoah. Raconter encore et toujours. Témoigner plus que jamais. Et enseigner pour construire l'avenir"*, a-t-elle souligné. D'où l'importance de collecter objets, photos, lettres, autant de témoins silencieux qui permettent de documenter la Shoah. Et de revenir sur l'histoire de la famille Horonczyk, venue de Pologne pour s'installer en France dans les années 1920, dont l'équipe de Yad Vashem a pu reconstituer le destin, grâce aux différents artefacts confiés à l'institution par les descendants. Un parcours déchirant, illustré par une courte vidéo. Celui d'une mère déportée, éplorée à l'idée de laisser derrière elle son fils Richard de deux ans.

Egalement au cœur du discours d'Anne Sinclair, journaliste de renom et invitée d'honneur du Gala, les risques de plus en plus assourdissants, relatifs à la perpétuation de la mémoire : la banalisation de la parole raciste et la libération des tabous, contre lesquelles la transmission active peut dresser un rempart protecteur.

Entrecroisant la petite histoire et la grande, elle a avoué regretter d'avoir attendu soixante ans pour approfondir les recherches sur sa famille : *"Je n'ai pas toujours posé les questions que j'aurais pu, que j'aurais dû poser. C'est tardivement que j'en ai ressenti le besoin."* Elle enjoint ainsi à parler, encore et toujours, à libérer la parole : *"Aujourd'hui, je voudrais dire aux plus jeunes : demandez, posez des questions... et à ceux qui ont vécu le pire : racontez, témoignez. La transmission et la mémoire sont des sonnettes d'alarme à activer quand les symboles sont atteints"*, s'est-elle exclamé, évoquant les intellectuels privés de parole dans certaines universités, les livres brûlés, les tombes juives encore profanées... *"Les citoyens avertis sont des citoyens qui réagissent quand ces symboles sont frappés. Il faut s'indigner, se mobiliser, les Juifs plus que les autres puisqu'ils savent..."*, a-t-elle poursuivi avant de conclure par la phrase du philosophe Emmanuel Levinas : *« Vivre, c'est recevoir, célébrer et transmettre »*.



Rangée du bas : Paul Schaffer président d'honneur du Comité Français pour Yad Vashem et sa fille Annick Jibert. En haut : Judith Pizar et sa fille Leah Pizar-Haas.



Richard Prasquier, président d'honneur du Comité Français pour Yad Vashem avec Delphine Horvilleur, rabbin.



Claire Chazal et Marc-Olivier Fogiel.



De gauche à droite : Laurent Dassault, Eliane Wauquiez-Motte, maire du Chambon-sur-Lignon et Bernard Weill.



La violoniste Liza Kerob accompagnée au piano par Caroline Sageman.

"Prendre ma part, là où je pourrais être le plus utile"

A l'occasion du 30e anniversaire du Comité Français, Pierre-François Veil revient sur sa mission de président et le bilan accompli



Pierre-François Veil, président du Comité Français pour Yad Vashem

Le Lien : Les acteurs et les témoins directs de la Shoah disparaissent. Comment perpétuer le souvenir et la transmission ?

Pierre-François Veil : L'objectif de transmission et d'éducation ne répond nullement à un goût morbide ou au culte des disparus, mais d'abord à la volonté farouche des victimes qui faisaient promettre aux survivants que le monde devait savoir ce qui s'était passé, pour que cela ne se reproduise plus jamais. C'est donc d'abord par la parole

des témoins et sa diffusion, même après leur disparition ; les sources de mémoire sont nombreuses et plusieurs institutions, dont en premier lieu Yad Vashem, ont fait un effort considérable pour constituer et conserver, par des moyens audio ou vidéo, la parole des survivants qui ne doit pas s'éteindre. La diffusion de cette parole auprès des jeunes générations est essentielle.

Le Lien : Qu'est-ce qui vous a motivé à présider le Comité Français pour Yad Vashem ?

PFV : Prendre ma part, là où je pourrais être le plus utile, pour aider autant que possible à cette transmission et cet enseignement. Et aussi, assurer la mémoire des Justes parmi les Nations qu'il ne faut jamais oublier : reconnus et décorés de la Médaille des Justes ou restés anonymes à jamais, ils sont pour beaucoup dans la survie des trois-quarts des Juifs de France. Leur entrée symbolique au Panthéon en janvier 2007 témoigne de la reconnaissance que leur voue la nation.

Le Lien : Quels sont selon vous les grandes réalisations du Comité Français ces 3 dernières décennies ?

PFV : Dans un premier temps et pour une raison d'urgence liée au temps qui passe, une première période a été essentiellement consacrée à aider à la constitution des dossiers de reconnaissance des Justes parmi les Nations et d'organisation des cérémonies de remise de médaille en coopération avec les autorités diplomatiques israéliennes et les autorités civiles françaises, dans le but de les faire aboutir du vivant des personnes concernées. Puis, en parallèle de cette activité qui se poursuit toujours, le Comité a créé sous l'impulsion de Paul Schaeffer, d'abord, puis de son successeur à la présidence du Comité, Jean Hirsch - trop tôt disparu - un réseau des Villes et Villages des Justes parmi les Nations de France. Ce réseau regroupe les communes, déjà très nombreuses, qui ont créé des lieux de mémoires honorant les Justes. Dans ce cadre, le Comité organise des séminaires de formation à l'enseignement de la Shoah, pour lesquels nous emmenons pour une période d'une semaine des enseignants français à l'Ecole internationale pour l'enseignement de la Shoah de Yad Vashem, à Jérusalem.

Le Lien : Quelle est la spécificité du Comité ?

PFV : Le Comité est une association française qui représente en France Yad Vashem, le premier institut international consacré à la mémoire de la Shoah ; il est donc le trait d'union de la mémoire entretenue en Israël d'une histoire survenue en France. Il scelle, au moins symboliquement, l'attachement commun des deux Etats pour des valeurs partagées d'humanité et de fraternité. A l'occasion de chaque remise de médaille de Justes parmi les Nations, les deux Etats sont systématiquement représentés par une autorité civile française et un représentant de l'ambassade d'Israël.

Le Lien : Quelles sont les projets du Comité Français pour Yad Vashem ?

PFV : Poursuivre son combat pour que la mémoire du passé éclaire l'avenir.



Françoise Tordjemann, directrice du Comité Français pour Yad Vashem

Nouvelle venue au Comité

Le Comité Français pour Yad Vashem renforce son équipe de permanents avec l'arrivée de sa nouvelle directrice, Françoise Tordjemann.

Anciennement directrice de la Communication du groupe Covéa, premier assureur français, Françoise Tordjemann a pour objectif de développer les missions du Comité. Elle incarne ses valeurs avec inventivité, authenticité et bienveillance. A l'occasion des trente ans du Comité Français pour Yad Vashem, nous lui souhaitons la bienvenue dans cette aventure humaine dont la mémoire a de l'avenir.

Hommage

Retour sur une personnalité encore trop méconnue : Carl Lutz, un sauveur hors-du-commun

Le 18 septembre 2019, un hommage était organisé à Lausanne, à la mémoire de Carl Lutz, premier Suisse à être reconnu Juste parmi les Nations. Le 24 mars 1964, ce diplomate suisse avait été honoré de la plus haute distinction civile de l'Etat d'Israël par Yad Vashem pour avoir permis à plus de 60 000 Juifs d'échapper aux nazis. Une médaille qui sera également accordée à sa femme Gertrud, le 13 février 1978.

La cérémonie, organisée par le cercle Carl Lutz, s'est déroulée en présence de la présidente du Conseil d'Etat de Vaud, du représentant de l'ambassadeur de la Hongrie en Suisse, d'autres officiels diplomatiques, politiques et municipaux, et du président des Amis suisses de Yad Vashem, Joël Herzog. Ce dernier, dans son discours, a cité l'historien Joseph Haim Jerusalem qui a écrit dans son ouvrage Zachor : "Les civilisations commencent à mourir quand elles oublient".

"Nous sommes ordonnés de ne jamais oublier", a insisté Joël Herzog. "Et comment oublier ce grand diplomate Suisse, ce grand homme que fut Carl Lutz, ayant mené à Budapest au risque et au péril de sa vie, la plus grande opération de sauvetage de la Seconde guerre mondiale. Le courage et la détermination de Carl Lutz, appellent la reconnaissance et le respect éternel".

60 000 Juifs sauvés de la Shoah

L'histoire de Carl Lutz est particulièrement fascinante. Ce diplomate suisse prend ses fonctions à Budapest en janvier 1942 en tant que chef du département de la représentation étrangère. Très vite, il se lance dans le sauvetage de Juifs. Il obtiendra des permis d'émigration en Israël pour les Juifs hongrois.

Décoration posthume de Justes en Belgique

Le 29 octobre dernier, Jacques et Marguerite Loontjens étaient reconnus Justes parmi les Nations à titre posthume. Ce couple belge avait caché une femme juive, Sluwa Gus, dans leur maison de Gand, pendant la Shoah, lui sauvant ainsi la vie. Leurs deux filles ont reçu leurs décorations en leurs noms, à l'ambassade d'Israël en Belgique, à Uccle, des mains de l'ambassadeur Emmanuel Nahshon. "Dans la nuit sombre que fut la Shoah, quelques étoiles ont éclairci ne serait-ce qu'un peu la pénombre. Ce sont les Justes, ceux qui ont fait le choix de la lumière", a déclaré l'ambassadeur via son compte Twitter. "Jacques et Marguerite Loontjens ont risqué leur propre vie pour



Carl Lutz (1895-1975), dans son bureau du consulat suisse à Budapest, pendant la Shoah

Même après l'invasion de la Hongrie par l'Allemagne le 19 mars 1944, alors qu'il risque sa vie, il poursuit son action. Révolté par les persécutions nazies, Lutz fera pression sur le gouvernement hongrois pour stopper les déportations qui débutent de Hongrie au mois de mai. Il s'emploie aussi à trouver des itinéraires pour faire sortir les Juifs clandestinement, et va éditer des permis d'émigrer vers la Palestine mandataire, avec l'aide de la Croix-Rouge et d'autres pays neutres. Il réussira à placer des milliers de Juifs sous protection suisse, leur évitant ainsi les camps de la mort.

On estime à plus de 60 000 le nombre de Juifs sauvés de la Shoah grâce aux opérations de Lutz. Sa femme Gertrud jouera elle aussi une part active dans ces opérations de sauvetage. Elle distribuera notamment de la nourriture à des milliers de Juifs, et l'aide médicale dont ils avaient besoin. Le couple Lutz avait fait de la Maison de Verre, au 29 Vadasz Utca (siège d'un grossiste en verre juif), le centre de ses activités. Là, 30 000 Juifs ont pu trouver refuge. Lutz avait également loué 76 immeubles pour héberger ceux qu'il avait placés sous sa protection.

Carl et Gertrud Lutz réussiront également à extraire nombre de Juifs des Marches de la mort, du 10 au 22 novembre 1944, en produisant des documents les déclarant sous protection suisse.

En tant que vice-consul, Lutz contribuera de façon indirecte aux efforts de sauvetage du diplomate suédois Raoul Wallenberg (nommé Juste parmi les Nations en 1963). Quand ce dernier prendra ses fonctions à Budapest, Lutz le rencontrera et le conseillera sur le développement des *Schutzbriefe* - lettres de protection numérotées - et sur les officiels avec lesquels il était alors le plus facile de négocier.



De gauche à droite : Annie Szyf (fille de la sauvée), Brigitte Loontjens (fille des sauveurs), son Excellence l'ambassadeur d'Israël Emmanuel NAHSHON et Colette Loontjens (fille des sauveurs)

en sauver une autre. Leurs actes méritoires sont à jamais gravés dans la pierre de Jérusalem. Jacques et Marguerite sont un exemple moral auquel nous devrions tous aspirer. Nous leur devons notre éternelle gratitude."

Histoire

Les aumôniers juifs pendant la Shoah

Un autre regard sur les camps d'internement du Sud de la France

En juin 1940, la France capitule face au Reich hitlérien. Alors que le Maréchal Pétain signe l'armistice, pour Paris, c'est la débâcle. En quelques mois, l'armée française pourtant réputée depuis 1918 comme la meilleure au monde, s'est effondrée. Les aumôniers israélites, dont certains sont en poste depuis des années - bien souvent dans les rangs des Légions étrangères fortes de nombreux Juifs - sont démobilisés. Dans une France en chaos submergée par l'exode de la zone nord occupée vers la zone sud encore libre, ces dignitaires religieux se retrouvent sans communauté.

Le Grand Rabbin de France de l'époque, Isaïe Schwartz va alors suggérer de les affecter dans les camps du Sud, pour soutenir les Juifs internés dès juin 1940. Emmanuelle Moscovitz, doctorante de l'Université de Tel Aviv et responsable des acquisitions d'archives pour l'Europe de l'Ouest et du Sud à Yad Vashem, explique :

« Officiellement, l'Aumônerie générale des Israélites de France ne sera créée qu'en mars 1942, par le Consistoire central qui craint de voir ses rabbins incorporés à l'UGIF, mais dès l'été 1940, les aumôniers juifs sont autorisés par Vichy à rentrer librement dans les camps. »

Leur rôle reste alors identique à celui qu'ils occupaient dans l'armée : permettre une vie spirituelle juive en assurant les pratiques religieuses (organisation des offices, distribution de nourriture casher, etc...). L'aide humanitaire, quant à elle, est essentiellement apportée par des initiatives interconfessionnelles qui rassemblent les cultes catholiques, protestants et juifs. Les aumôniers contribueront toutefois à cet effort d'aide matérielle, en coopération avec d'autres organisations.

Sauvetage et résistance

Il en sera ainsi, jusqu'au fatidique été 1942.

Fin juillet, alarmés par la situation en zone occupée, dans le sillage de la rafle du Vel D'hiv, les aumôniers ont vent de rumeurs de déportations. Le grand-rabbin du Bas-Rhin René Hirschler (qui succède à Isaïe Schwartz), à la tête de l'Aumônerie générale, fait alors part de ses craintes au sujet de la zone Sud au président du Consistoire central, Jacques Helbronner, qui balaie ses doutes d'un revers de main : « Nous ne sommes pas inquiets pour la zone libre », répondra-t-il. Pourtant, entre août et octobre 1942, plus de 10 000 Juifs étrangers seront déportés de la zone sud, dont 500 enfants.

Dès lors, le rôle des aumôniers va radicalement changer et passe, désormais, par des actes de sauvetage.

A cette époque, le ministère de l'Intérieur adresse des consignes aux préfets de la zone sud sur ce qu'il convient de dire aux déportés :

« Il y aura lieu de ne pas révéler leur véritable destination, mais de les informer de se rendre dans un autre camp, voie, aménagement ».

Que savent les aumôniers exactement ? Sont-ils conscients de



Le rabbin Hirschler dans son uniforme d'aumônier (Archives photographiques de Yad Vashem)

ce qui attend les Juifs déportés ? La réponse à la question n'est pas tranchée, rétorque Emmanuelle Moscovitz.

Si en juillet 1942, les craintes de Hirschler ne sont pas encore prises au sérieux, fin août 1942, le consistoire central publie une lettre de protestation contre les déportations. On trouve également un rapport écrit par le rabbin Henri Schilli en septembre 1942, qui exprime clairement la nécessité de porter assistance aux Juifs en danger : « Le rôle de l'aumônier ne peut rester strictement religieux. » Et le dignitaire d'enjoindre à des interventions personnelles avec les officiels des camps ou les autorités françaises pour tenter de soustraire les Juifs à la déportation.

L'aumônerie s'organise. Sous la direction d'un aumônier général (le rabbin Hirschler), 6 aumôniers régionaux sont nommés – un chiffre qui augmentera avec les déportations. Ils sont secondés par des aumôniers auxiliaires qui, dans chaque camp, prennent la direction des affaires religieuses. Ce sont des rabbins étrangers, eux-mêmes internés, qui partagent la culture, la langue, les traditions et le sort de leurs coreligionnaires.

Pendant ce temps, aussi étrange que cela puisse paraître, les aumôniers français titulaires, employés du consistoire et reconnus par Vichy, vont se lancer dans des négociations avec l'Etat français de Pétain pour obtenir le plus grand nombre d'exemptions possibles pour les déportés. En premier lieu, les

femmes enceintes et les enfants. Ils réussirent à en sauver certains, alors placés dans des familles juives ou chrétiennes, ou grâce au réseau de l'OSE. Des centaines de personnes âgées seront également soustraites aux listes, et envoyées dans des hospices catholiques pour la plupart : 700 au total dont 450 pour le seul mois d'août 1942. « Mais il serait faux de dire que Vichy a tout fait pour sauver des Juifs », souligne Emmanuelle Moscovitz, « il faut rester très prudent avec ces informations ».

Dès septembre 1942, et surtout après novembre, quand la zone Sud devient elle aussi occupée, beaucoup d'aumôniers rentrent alors en résistance et s'illustrent dans la clandestinité, usant de leur position officielle et de leurs réseaux personnels pour sauver leurs coreligionnaires. Un des exemples le plus connu est l'aide apportée par le grand rabbin Hirschler à Max Heyman, résistant français. Mais aussi l'implication du rabbin Marc Kahlenberg dans le sauvetage clandestin et la résistance française. « Il est difficile de trouver des preuves écrites qui attestent de ces actes, dans la mesure où tous les documents fournis par les organismes étaient susceptibles d'être lus par les autorités françaises. Et nous connaissons l'extrême censure exercée par la France pendant la guerre », précise Moscovitz.

Un autre regard

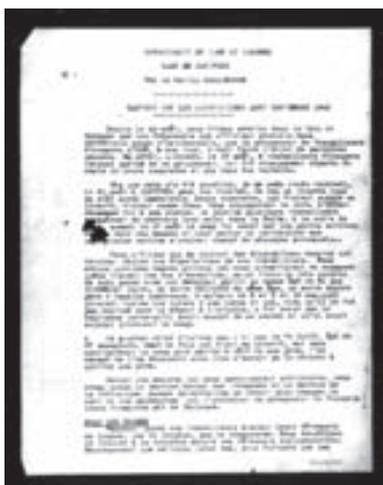
S'ils ne peuvent relater tous leurs faits de résistance, les rapports officiels rédigés par les aumôniers à l'attention du consistoire, apportent toutefois un éclairage nouveau sur l'internement dans le sud de la France.

Dès 1940, les aumôniers écrivent des comptes rendus mensuels de la

situation dans les camps. Autorisés à se déplacer librement, ils sont les premiers témoins des déportations des Juifs étrangers de zone libre, en général en direction de Drancy. « Ils les accompagnent parfois jusqu'aux trains », précise Emmanuelle Moscovitz, « et plus rarement sont autorisés à monter dans les wagons jusqu'à la ligne de démarcation ».

Des rapports d'autant plus précieux puisqu'il était rare de voir des Juifs assister aux déportations. Les aumôniers y consignent leurs journées. En ce mois d'août 1942, quand les enfants peuvent encore échapper aux convois, l'aumônier Israël Salzer, grand rabbin de Marseille, en charge du camp des Milles, raconte ses efforts pour persuader les parents de partir en laissant derrière eux leurs enfants.

Des rapports qui décrivent aussi les derniers offices des vendredis soir, avant le grand départ, ces prières de shabbat emplies d'émotion. Ou délivrent de précieuses informations techniques, comme le nombre de seaux par wagons. « Mais ils apportent avant tout une véritable dimension humaine », insiste Emmanuelle Moscovitz, « sur la façon dont les Juifs réagissaient,



Rapport du rabbin Kahlenberg (Alliance israélite universelle)



Vue du camp de Gurs

ou sur le comportement de la population française ».

Moscovitz revient sur le témoignage de l'aumônier Marc Kahlenberg qui raconte la venue de ces deux hommes pour lui confier un Sefer Torah en lui demandant d'en prendre soin, car ils « savent qu'ils ne reviendront plus ». D'autres déportés s'étaient adressés au rabbin Hirschler pour transmettre un dernier message à leurs proches.

Par ces rapports, on découvre aussi l'ampleur des suicides dans les camps de la zone sud, dont le nombre augmente significativement entre août et octobre 1942. La preuve, selon Emmanuelle Moscovitz, « que les internés savaient qu'ils étaient promis à autre chose qu'un simple camp de travail ». Les suicides ont touché les hommes comme les femmes, de tous âges. Emmanuelle Moscovitz rapporte ce vieux couple qui s'est donné la mort de concert, ou cette jeune fille qui a voulu imiter son fiancé.

Des Juifs eux aussi...

En zone Sud, les aumôniers israélites ne seront pas inquiétés jusqu'en juin 1943. Puis, comme n'importe quel Juif français, ils sont eux-mêmes pris pour cible.

Le grand-rabbin Hirschler, chef de l'Aumônerie générale, est arrêté à son domicile en décembre 1943. Déporté avec sa femme à Auschwitz, en mars 1944, il mourra en mars 1945 à Mauthausen, peu avant la libération du camp. A son arrestation, c'est le rabbin Schilli qui prend sa place comme aumônier général et le restera jusqu'à la fin de la guerre. En dépit du danger, l'organisme continue à fonctionner, porté par le sens du devoir de ses hommes de convictions religieuses. Le rabbin Schilli survivra à la Shoah grâce au groupe de résistance juive Combat. Selon Emmanuelle Moscovitz :

« Les rabbins Hirschler, Schilli, ou encore Salzer avaient caché leurs enfants assez tôt, début 1943, pour les protéger. Ils auraient pu se cacher eux-mêmes, mais ils ont voulu continuer leur mission ».

Certains aumôniers ont toutefois pu échapper aux déportations, bien souvent grâce à l'aide de dignitaires catholiques. Le rabbin Kahlenberg, arrêté en 1943 comme réfractaire au STO doit son salut à l'évêque Monseigneur Théas (nommé Juste parmi les Nations en 1969) personnellement intervenu pour le faire libérer de prison en rédigeant une lettre qui l'aidera à traverser la guerre.

« Les relations personnelles ont eu un énorme impact sur les histoires de sauvetage. Il ne faut pas oublier que les aumôniers juifs connaissaient des aumôniers chrétiens avant la guerre. Ils avaient autour d'eux un réseau qui a pu les aider », note Emmanuelle Moscovitz.

Les Témoins Silencieux

Les 80 ans du Kindertransport

De décembre 1938 à septembre 1939, des milliers d'enfants et adolescents originaires d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie ont été envoyés en Angleterre, dans le cadre de l'opération Kindertransport. On estime à plus de 10 000 le nombre de jeunes Juifs qui ont ainsi pu être sauvés. Tout commence en novembre 1938, quand la Nuit de Cristal et ses pogroms marquent une escalade dans les politiques discriminatoires à l'encontre des Juifs d'Allemagne et d'Autriche. Va s'en suivre un processus d'émigration et une quête de refuge accélérés. Avant tout, sauver les plus jeunes. On envoie alors ceux que l'on appelle désormais les enfants du Kindertransport dans un pays étranger, dont ils ne connaissent pas la langue, sans leurs parents. Ils sont transférés dans des familles d'accueil ou des foyers gérés par les communautés juives locales. Une solution que tout le monde pense alors provisoire : les enfants sont sûrs de revoir leurs parents. Ce ne sera malheureusement pas le cas - la plupart des proches des enfants du Kindertransport ont été assassinés dans la Shoah.

Les collections de Yad Vashem contiennent une variété d'artefacts appartenant aux enfants du Kindertransport. Des objets emportés à la hâte, symboles heureux de la maison qui était et n'est plus, ou plus tristes, marquant la séparation d'avec la famille laissée derrière eux. Pour commémorer les 80 ans du Kindertransport, Yad Vashem a choisi d'exposer les histoires de 2 fillettes sauvées grâce à cette initiative dans son Centre des visiteurs. En voici un résumé.

La broche d'Anna

Anna Nussbaum, 10 ans, de Vienne, a été envoyée en Irlande dans le cadre du Kindertransport. Elle y rejoint Clara, sa sœur aînée, arrivée peu de temps auparavant.

"Mon père m'a conduite au train", se souvient Anna. "Ma mère ne pouvait supporter cette autre séparation, elle a pleuré tout le temps du trajet, à l'idée que sa deuxième fille, moi, parte aussi. Lorsque nous sommes arrivés à la gare, des soldats de la Gestapo sont venus et ont vérifié les valises pour voir si je n'avais rien pris de superflu. J'ai commencé à pleurer. Je ne voulais pas monter dans le train. Mon père s'est dirigé vers l'un des étals et m'a acheté la broche... C'est comme ça qu'il m'a convaincu de monter dans le train."

Dans le livre de dédicaces d'Anna, son père, Oskar, avait écrit : "Les fleurs se fanent, mais l'amour d'un père s'épanouit toujours. Vienne, le 9 janvier 1939."

Anna est arrivée chez une famille irlandaise, où elle est restée un an. De là, elle est partie pour un camp d'entraînement (hachshara) de jeunes Juifs, en vue de se préparer à immigrer en Israël.

Ce petit chien rouge en forme de broche est le dernier cadeau reçu par Anna de son père. Elle ne reverra jamais ses parents, déportés d'Autriche et assassinés.

La peluche de Marion

Marianne Rochmann, 14 ans, de Berlin, était la fille unique de Carl et Elsa. Elle est envoyée à Londres dans le cadre du Kindertransport, où elle séjourne chez des amis de la famille.



Anna Nussbaum en 1942, son livre de dédicaces et la broche achetée par son père avant son départ pour le Royaume-Uni. Collections d'objets de Yad Vashem / Avec l'aimable autorisation de Chana Gross, Ein Hashofet, Israël



Marion Rochmann à Berlin, dans les années 1930, l'étiquette de sa valise et la peluche qu'elle a emmenée avec elle en Angleterre. Collections d'objets de Yad Vashem / Avec l'aimable autorisation de Carol Eini (Roth), Kiryat Motzkin, Israël

Ses parents, déportés de Berlin en 1942, sont morts dans la Shoah. Sa peluche est l'un des rares objets provenant de la maison de ses parents.

En 1939, lors de son séjour en Angleterre, Marion écrit "Une chanson pour mère" : "Pour la première fois de ma vie, je ne peux rien t'offrir en mains propres [pour ton anniversaire]. Ne sois pas trop triste - tout cela va passer. Je suis sûr que tu sais combien d'espoir et de bonne humeur je t'adresse pour soulager ta peine actuelle. Je suis sûr que nous nous reverrons l'année prochaine ; peut-être pourrions aller au Metropolitan Museum [de New York]."

Yad Vashem a lancé en 2011 la campagne "Rassembler les fragments" qui consiste à collecter des objets, photos, documents d'archives - ces témoins silencieux de la Shoah - pour les préserver et les exposer aux générations futures.

Visite



Un don pas comme les autres



Au centre, Abdallah Chatila dans la Salle des Noms du Musée d'histoire de la Shoah de Yad Vashem.

Le 20 novembre dernier, Abdallah Chatila déboursait 600 000 Euros pour acquérir 8 objets ayant appartenu à Hitler lors d'une vente aux enchères à Munich, en Suisse. Si la transaction a fait grand bruit, tel n'était pas le but de cet homme d'affaires suisse, d'origine libanaise. Dans un premier temps, il a d'abord envisagé de brûler le chapeau haut-de-forme du Führer ou la robe de sa compagne Eva Braun, pour éviter que de tels biens ne "tombent entre de mauvaises mains". Avant de décider de les confier à Yad Vashem, qui s'est vu désigné pour en être le bénéficiaire. Une première pour l'institut international pour la mémoire de la Shoah, créé en 1953 sous l'impulsion d'une loi de la Knesset et dont la vocation consiste à commémorer, perpétuer, documenter la Shoah. Car Yad Vashem s'attache au souvenir des 6 millions de victimes juives, et non aux perpétrateurs des crimes. La raison qui a poussé Yad Vashem à accepter ces objets ayant appartenu aux nazis, c'est sa volonté de tout mettre en œuvre pour lutter contre la montée du racisme et de l'antisémitisme en Europe. Une chose est sûre, les objets ne seront pas exposés de façon permanente, a fait savoir Avner Shalev, président de Yad Vashem, qui a salué Abdallah Chatila pour son initiative. "Monsieur Chatila est conscient du danger à voir ces articles tomber entre les mains de ceux qui pourraient en faire mauvais usage, pour prôner le culte de la personnalité du Führer ou promouvoir des agendas néonazis. Je loue son acte généreux, d'acquérir ces articles pour protéger la mémoire de la Shoah et celle des victimes", a-t-il déclaré.

Début décembre, l'homme d'affaires libano-suisse s'est rendu en Israël dans le cadre d'une visite éclair. Il a été reçu par le président de l'Etat, Reuven Rivlin, qui a tenu lui aussi à le remercier chaleureusement pour cet acte et sa signification : "Votre don est d'une importance toute particulière, en ces temps où certains tentent de nier la vérité historique. Ces objets, que vous mettez généreusement à la disposition de Yad Vashem, permettront d'aider à la transmission de la Shoah à la future génération qui ne connaîtra pas, elle, de rescapés". Et d'ajouter : "Cela montre au monde entier la façon dont il faut combattre la glorification

Président du Comité Directeur : Avner Shalev

Directeur Général : Dorit Novak

Président du Conseil : Rav Israel Meir Lau

Vice-Présidents du Conseil : Dr. Ytzhak Arad,
Dr. Moshé Kantor, Prof. Elie Wiesel z"l

Historiens : Prof. Dan Michman, Prof. Dina Porat

Conseillers scientifiques : Prof. Yéhuda Bauer

Editrice du Magazine Yad Vashem : Iris Rosenberg

Editrice associée du Magazine Yad Vashem : Leah Goldstein

Directeur des Relations Internationales : Shaya Ben Yehuda

Directrice du Bureau francophone et Editrice du Lien Francophone : Miry Gross

Editeurs associés : Nathalie Blau, Sylvie Topiol

Participations : Maïa Nacache, Corinne Melloul

Photographies : Itzhik Harari, Erez Lichtfeld

Conception graphique : Studio Yad Vashem

Publication : Yohanan Lutfi

Photo de couverture : Autoportrait avec carte d'identité juive, 1943 de Felix Nussbaum (1904-1944). Avec l'aimable autorisation de Museumsquartier Osnabrück/Felix-Nussbaum-Haus.

Miry Gross, Directrice des Relations avec les pays francophones, la Grèce et le Benelux
POB 3477 – 91034 Jérusalem – Israël
Tel : +972.2.6443424, Fax : +972.2.6443429
Email : miry.gross@yadvashem.org.il

Comité Français pour Yad Vashem
33 rue Navier – 75017 Paris – France
Tel : +33.1.47209957, Fax : +33.1.47209557
Email : yadvashem.france@wanadoo.fr

Association des Amis Suisses de Yad Vashem
CIG- 21 Avenue Dumas - 1208 Genève - Switzerland
Tel : +41.22.8173688, Fax : +41.22.8173606 | Email : jhg@noga.ch

de la haine et de l'incitation à la violence. Votre geste est profondément humain."

Abdallah Chatila s'est ensuite rendu à Yad Vashem, accueilli par Avner Shalev et Miry Gross, directrice du bureau francophone des relations internationales, qui a salué, au nom de l'institution sa "contribution unique en faveur d'une commémoration intègre de la Shoah et d'une justice historique. Votre soutien est l'incarnation de l'obligation de l'humanité à tout faire pour que Plus Jamais la haine ne l'emporte."

Abdallah Chatila, qui se rendait à Yad Vashem pour la première fois, n'a pas caché son émotion à la visite du Musée d'histoire de la Shoah. "Ce qui s'est passé ces cinq dernières années en Europe nous a prouvé que l'antisémitisme, le populisme, le racisme sont de plus en plus forts, et nous sommes ici pour le combattre et montrer aux gens que nous n'avons pas peur". Il a ponctué sa visite en signant le livre d'or de Yad Vashem : "Merci de garder la mémoire vivante".



MISSION DE YAD VASHEM - DE GENERATION EN GENERATION DE BERLIN À JÉRUSALEM

SE SOUVENIR DU PASSÉ POUR FORGER L'AVENIR



Palais du Reichstag



Villa de Wannsee



Mémorial de la plateforme
17, gare de Grunwald



Mémorial des Juifs
d'Europe assassinés



Machane Yehuda Market



Jérusalem



Yad Vashem

DATE À RETENIR

29 JUIN - 6 JUILLET 2020

www.yadvashem.org/2020
yvmission2020@yadvashem.org.il

#YVMission
#WeAreStillHere